

Compte-rendu de la 2^{ème} session de la saison 6 des Chroniques géopolitiques de Cités Unies France

Le 21 novembre 2025, Cités Unies France diffusait son deuxième épisode des Chroniques Géopolitiques, toujours en compagnie du Dr. Dorothée Schmid, spécialiste des questions méditerranéennes à l'IFRI, autour du thème *Israël : quel plan pour le pays et ses voisins ?* Plusieurs décryptages sur l'actualité internationale ont été proposés lors de cette session.

Le premier décryptage s'est intéressé aux tensions entre le Japon et la Chine, exacerbées par la déclaration de la nouvelle Première ministre japonaise Sanae Takaichi sur le soutien du Japon à Taiwan dans le cas d'une attaque chinoise. Dorothée Schmid est revenue sur la chronologie des rivalités sino-japonaises, du contrôle japonais de Taiwan en 1895 jusqu'à sa rétrocession au gouvernement chinois en 1945, en passant par l'invasion de la Mandchourie en 1931. Les déclarations de la Première ministre s'inscrivent dans un contexte japonais d'instabilité économique et de montée du nationalisme, tous deux exacerbés par une peur sécuritaire vis à vis de la Chine au regard de ses ambitions dans l'Indopacifique, sous fond de crise politique en raison de la fragile coalition Takaichi et de la consolidation du rôle de la Chine sur la scène internationale.

L'analyse de la situation économique américaine a mis en exergue des signaux contradictoires et une politisation accélérée des questions économiques au regard du bilan de Donald Trump, en dépit des discours élogieux sur le boom des investissements IA et la domination américaine dans les technologies. Avec le shutdown le plus long de l'histoire américaine, l'absence de données officielles a plongé les États-Unis dans un affolement économique, ravivant les interrogations sur le rôle de l'État dans la gestion du budget fédéral. Depuis sa réélection, le pro-business et antiétatique Donald Trump mise tout aveuglement sur la bulle IA, enchaînant coupures budgétaires, explosion des droits de douanes, et nouveaux leviers de dépendances stratégiques. Cette libéralisation extrême a certes dopé les flux vers les secteurs technologiques, mais laisse perdurer des fragilités structurelles : endettement extérieur élevé (120%), essoufflement de l'emploi et du manufacturier, perte de confiance d'une partie des industriels et une croissance probablement nulle pour les prochains trimestres. On observe une tendance à la perte de confiance globale dans la bulle de l'IA, avec des répercussions sur les marchés financiers, notamment sur les bourses asiatiques et les crypto-monnaies, faisant de la stratégie de Trump moins un pari de modernisation qu'une prise de risque systémique.

Dorothée Schmid a également partagé les résultats de sa dernière mission en Mer Noire et en Turquie. Sur les relations turco-russes, on comprend que la Russie n'est pas perçue comme un ennemi historique par les turcs dans les régions frontalières, notant même la présence de minorités russes dans certaines villes turques construites par des russes comme Kars en Anatolie. Les activités portuaires russes en Mer Noire ont d'ailleurs considérablement diminué depuis la chute de l'Union soviétique. Pour rappel, les régions turques ont été historiquement occupées par la Russie au XIX^e siècle et la Mer Noire, partagée par les deux pays, a été et reste encore aujourd'hui un espace de projection de la puissance russe, notamment au regard de la guerre en Ukraine, pouvant ainsi induire une crainte « naturelle » des turcs vis à vis des russes. En revanche, le projet d'ouverture d'un corridor entre la Turquie et l'Arménie rend Moscou très attentif à l'évolution de la situation frontalière, en raison des intérêts russes en tant que gardes de la frontière arménienne. Ankara continue de maintenir le statu quo malgré les discussions, avec un contrôle strict de sa frontière par la Chambre de Commerce, donnant à voir un modèle hybride public/privé sur les affaires régaliennes.

Sur le Proche-Orient, le 7 octobre 2023 a rabattu les cartes de sécurité régionales en accélérant l'internationalisation de la guerre et la polarisation des acteurs. En Israël, si l'on s'attendait à un retour de la gauche israélienne contre la guerre et le gouvernement, les inquiétudes internes sur l'état de la démocratie, les affaires de corruption et la réforme controversée de la justice n'ont pas empêché la radicalisation de

l'opinion publique, qui ne se manifeste pas un rejet d'une solution à deux États et la diabolisation de la population gazaouie, considérée dès lors comme « non innocente » dans les sondages publics.

L'évolution du conflit a également relégué les deux interlocuteurs historiques, l'Égypte et la Jordanie, au rang secondaire dans la table des négociations avec Israël, au profit des États-Unis. À ce titre, le poids de Washington du fait des velléités de Trump a nettement consolidé la position de Netanyahou en soutenant l'économie israélienne. Pour autant, l'omniprésence américaine n'a pas empêché l'initiative franco-saoudienne d'être présentée comme un crédible, en « dérégionalisant » la question à l'ONU.

Les Chroniques Géopolitiques se sont soldées par un moment d'échange afin de répondre aux nombreuses questions concernant l'actualité internationale et les abordés.

Contacts :

Simoné Giovetti, s.giovetti@cites-unies-france.org

Rose Massenez, service-international-crises@cites-unies-france.org